

Art. 6. Het College stelt de datum van inwerkingtreding van dit besluit vast.

Art. 7. Het Lid van het College belast met het openbaar ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 20 oktober 1994.

De Voorzitter van het College belast met de Sociale Promotie, de Hulp aan Personen,
de Beroepsomscholing en -bijscholing,

Ch. PICQUE

Het Lid van het College belast met de Begroting en het Openbaar Ambt,

R. HOTYAT

F. 94 — 2927

[C — 31508]

**20 OCTOBRE 1994. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française
relatif à la carrière des fonctionnaires des organismes d'intérêt public
de la Commission communautaire française**

Le Collège de la Commission communautaire française,

- Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;
- Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11;
- Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;
- Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;
- Vu le protocole n° 94/7 du Comité particulier de négociation du 23 mars 1994;
- Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;
- Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 115, § 1er, alinéa 1er, 121, § 1er, alinéa 1er, 116, § 1er, 127, 128, 129, § 1er, 131, 132, 135, 137 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° organisme(s) : le(s) organisme(s) d'intérêt public de la Commission communautaire française visés à l'article 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

2° le règlement du personnel :

le règlement du personnel visé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le règlement du personnel de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle et le règlement du personnel visé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le règlement du personnel du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

CHAPITRE 1er. — Des règles générales en matière de carrière et de promotion

Art. 3. La carrière des fonctionnaires des organismes est organisée en grades, en niveaux et en rangs hiérarchiques.

Les niveaux des grades que peuvent porter les fonctionnaires sont numérotés de 1 à 4, le chiffre 1 étant attribué au niveau supérieur.

Dans chaque niveau, les rangs sont numérotés selon l'ordre de leur importance hiérarchique, le nombre le plus grand correspondant au rang le plus élevé.

Chaque rang est désigné par un nombre de deux chiffres, le chiffre de gauche indique le niveau, celui de droite situe le rang dans son niveau.

Le niveau 1 comprend 7 rangs numérotés de 10 à 16.

Le niveau 2+ comprend 4 rangs numérotés de 26 à 29.

Le niveau 2 comprend 6 rangs numérotés de 20 à 25.

Le niveau 3 comprend 4 rangs numérotés de 30 à 35.

Le niveau 4 comprend 3 rangs numérotés de 42 à 44.

Art. 4. Les promotions peuvent être octroyées par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur.

Art. 5. Le règlement du personnel établit les grades qui donnent accès à chacun des emplois à octroyer par avancement de grade.

Il peut fixer des conditions supplémentaires en matières de qualification professionnelle requise pour occuper l'emploi qui correspond au grade à conférer.

Art. 6. Le règlement du personnel établit également les grades qui peuvent être conférés par nomination par changement de grade, ainsi que les grades qui y donnent accès.

Seuls les fonctionnaires ayant une ancienneté de grade d'au moins six mois, peuvent prétendre à un changement de grade.

Le règlement du personnel peut prescrire une ancienneté de grade plus élevée et imposer des conditions supplémentaires en matière de qualification professionnelle requise pour occuper l'emploi qui correspond au grade à conférer.

Il peut, en outre, prescrire la vérification de l'aptitude professionnelle et, le cas échéant, en fixer les règles.

Art. 7. Sauf dans les cas visés aux articles 12 et 13, tout emploi non-occupé est déclaré vacant par l'autorité ayant le pouvoir de nomination avant qu'il ne puisse être conféré par voie de promotion par avancement de grade ou par nomination par changement de grade.

Le règlement du personnel établit la façon dont la vacance sera communiquée aux intéressés, le délai entre l'appel aux candidats et l'introduction des candidatures ainsi que la forme dans laquelle celles-ci doivent être introduites.

Art. 8. Pour chaque nomination par changement de grade et chaque promotion par avancement de grade au sein du niveau 1, le Conseil de direction de l'organisme où l'emploi est déclaré vacant émettra un avis motivé.

Le Conseil de direction se prononce dans son avis sur chaque candidat qui répond aux conditions pour occuper l'emploi.

Il prend en considération :

1° la description de la fonction et les conditions générales et particulières;
2° les titres que le candidat peut faire valoir pour obtenir une nomination ou une promotion dans l'emploi vacant.

3° le dossier d'évaluation des candidats. Dans le cas où plusieurs candidats peuvent faire valoir les mêmes titres ou des titres équivalents à une nomination ou à une promotion dans un emploi vacant, la préférence sera donnée au fonctionnaire qui a reçu l'appréciation la plus positive.

Le Conseil de direction formule une proposition de nomination qui comprend au maximum six candidats par emploi vacant.

Les candidats sont classés dans l'ordre selon lequel ils sont pris en considération pour la nomination.

Si la proposition est émise à l'unanimité, elle est impérative à l'égard de l'autorité investie du pouvoir de nomination.

La proposition est notifiée aux fonctionnaires qui ont posé leur candidature pour occuper l'emploi à conférer.

Le fonctionnaire qui s'estime lésé peut, dans les 10 jours de la notification, introduire une réclamation auprès des fonctionnaires dirigeants chargés de l'introduction des propositions auprès de l'autorité investie du pouvoir de nomination. A sa demande, le fonctionnaire est entendu par le Conseil de direction.

Il peut se faire assister par une personne de son choix.

Art. 9. Pour toute nomination par changement de grade et toute promotion par avancement de grade au sein des niveaux 2+, 2, 3 et 4, les propositions sont faites par les fonctionnaires dirigeants de l'organisme.

Pour les promotions au sein d'un même niveau, la préférence est donnée au candidat qui a reçu l'appréciation la plus positive.

Dans le cas où plusieurs candidats ont reçu l'appréciation la plus positive, la préférence sera donnée au candidat :

1° qui a l'ancienneté de grade la plus élevée;
2° qui a l'ancienneté de service la plus élevée au cas où l'ancienneté de grade est identique;
3° le plus âgé au cas où l'ancienneté de service est identique.

Les propositions sont notifiées aux fonctionnaires qui ont posé leur candidature pour occuper l'emploi à conférer.

Le fonctionnaire qui s'estime lésé peut, dans les 10 jours de la notification, introduire une réclamation auprès des fonctionnaires dirigeants ou leur délégué. Il est entendu par les fonctionnaires dirigeants à sa demande.

Il peut se faire assister par une personne de son choix.

Art. 10. Les promotions par avancement de grade et les nominations par changement de grade sont conférées :

1° dans les organismes appartenant à la catégorie A de la loi du 16 mars 1954 concernant le contrôle de certains organismes d'intérêt public :

a) par le Collège pour les grades de niveau 1;

b) par le Membre du Collège fonctionnellement compétent ou par le fonctionnaire dirigeant désigné par lui à cet effet pour les grades de niveau 2+, 2, 3 et 4;

2° dans les organismes appartenant à la catégorie B de la loi visée au point 1°, par l'autorité investie du pouvoir de nomination en vertu du statut de l'organisme.

Art. 11. La promotion par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur ainsi que le changement de grade sont attribués sans que ceux-ci puissent comporter d'autres barrières entre les différents services d'une même institution que celles qui sont créées par le Collège.

CHAPITRE II. — De la carrière plane

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 12. Les carrières planes communes à tous les organismes sont celles fixées à la section 2 du présent chapitre.

Le Collège peut créer d'autres carrières planes dans un ou plusieurs organismes. Le règlement du personnel détermine les carrières planes qui sont instaurées dans les organismes.

Art. 13. Sans préjudice des dispositions applicables en matière d'évaluation, le fonctionnaire qui se trouve en carrière plane est promu à chacun des grades que cette carrière comporte dès qu'il compte une ancienneté de grade de quatre ans puis de huit ans.

Il ne peut être nommé à un autre grade que ceux qui constituent la carrière plane sauf si l'intéressé :

1° est titulaire du grade le plus élevé de ceux qui constituent la carrière plane;
2° a réussi un concours d'accession au niveau supérieur.

Section 2. — Des carrières particulières

Sous-section 1^{re}. — De la carrière du personnel de niveau 1

Art. 14. Le grade de conseiller adjoint du rang 11 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux secrétaires d'administration de rang 10 ayant quatre années d'ancienneté de grade.

Sous-section 2. — De la carrière des assistants sociaux

Art. 15. Le grade d'assistant social au rang 26 est conféré aux lauréats d'un concours de recrutement.

Art. 16. Le grade d'assistant social principal au rang 27 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux assistants sociaux de rang 26.

Art. 17. Le grade d'assistant social en chef au rang 28 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux assistants sociaux principaux du rang 27.

Sous-section 3. — De la carrière du personnel de secrétariat de direction

Art. 18. Le grade de secrétaire de direction au rang 26 est conféré aux lauréats d'un concours de recrutement ou aux assistants de direction en chef moyennant la réussite d'un concours d'accession au niveau 2+.

Art. 19. Le grade de secrétaire principal de direction au rang 27 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux secrétaires de direction du rang 26.

Art. 20. Le grade de secrétaire de direction en chef au rang 28 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux secrétaires principales de direction du rang 27.

Sous-section 4. — De la carrière des assistants de direction

Art. 21. Le grade d'assistant de direction au rang 21 est conféré aux lauréats d'un examen d'accession au niveau supérieur.

Art. 22. Le grade d'assistant de direction principal au rang 22 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux assistants de direction du rang 21.

Art. 23. Le grade d'assistant de direction en chef au rang 23 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux assistants de direction principaux du rang 22.

Sous-section 5. — De la carrière du personnel de dactylographie et de sténodactylographie

Art. 24. Les fonctionnaires revêtus des grades de commis-dactylographe et de commis-sténo-dactylographe du rang 30 peuvent être respectivement promus au grade commis-dactylographe principal et de commis-sténo-dactylographe principal du rang 32 selon les règles de la carrière plane.

Les fonctionnaires revêtus des grades de commis-dactylographe principal et de commis-sténo-dactylographe principal peuvent être promus respectivement au grade de commis-dactylographe chef et de commis-sténo-dactylographe chef conformément aux règles de la carrière plane.

Sans préjudice de l'application éventuelle de l'article 26 du présent arrêté, les fonctionnaires revêtus d'un des grades énumérés à l'alinéa précédent, ne peuvent être nommés par avancement de grade ou par changement de grade à un autre grade que celui qui est prévu.

Art. 25. Sans préjudice des autres conditions réglementaires requises, les commis-dactylographes, les commis-dactylographes principaux et les commis-dactylographes chefs peuvent, par changement de grade, être nommés respectivement au grade du rang correspondant de la carrière des commis-sténo-dactylographes.

Cette nomination est subordonnée à une vérification des aptitudes professionnelles en ce qui concerne la connaissance tant de la sténographie que de la langue maternelle.

Art. 26. Le présent article s'applique aux commis-dactylographes, commis-dactylographes principaux, commis-dactylographes chefs, commis-sténo-dactylographes, commis-sténo-dactylographes principaux et aux commis-sténo-dactylographes chefs qui sont âgés de 45 ans au moins ou qui comptent au moins quinze ans de services effectifs dans ces grades.

A leur demande ou à l'initiative de l'autorité investie du pouvoir de nomination, ces fonctionnaires peuvent être nommés par priorité, selon la procédure du changement de grade et dans les limites des emplois vacants, à un grade de leur rang. La collation de ces grades n'est soumise à aucune condition complémentaire et particulière de qualification professionnelle, justifiée par la nature des fonctions à exercer.

La nomination visée par le présent article doit être précédée de l'avis du Service de Santé administratif constatant que le fonctionnaire intéressé n'est plus apte à assurer l'exercice normal de sa fonction, sans être pour autant définitivement inapte.

Sous-section 6. — de la carrière du personnel d'autres services

Art. 27. Les fonctionnaires titulaires du grade de commis du rang 30 obtiennent le grade de commis principal du rang 32 selon les règles de la carrière plane.

Le commis principal de grade de rang 32 peut être nommé commis chef de rang 34 selon les règles de la carrière plane.

Art. 28. Le grade de téléphoniste du rang 43 est conféré aux lauréats d'un concours de recrutement. Il peut être également conféré par voie de changement de grade.

CHAPITRE III. — Du mandat

Art. 29. § 1er. L'autorité qui a le pouvoir de nomination peut conférer les emplois correspondant aux grades de rang 16, 15 et 13 par mandat.

Le mandat à un emploi de rang 16 et 15 est accessible aux fonctionnaires de rang 13.

Le mandat à un emploi de rang 13 est accessible aux fonctionnaires de rang 11.

A titre transitoire, durant une période de deux ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le mandat à un emploi de rang 13 est accessible aux fonctionnaires de rang 10.

§ 2. Le mandat ne peut intervenir qu'en vue de :

1° la réorganisation d'une unité administrative ou la mise sur pied d'une unité administrative chargée de nouvelles compétences ou de nouvelles matières;

2° la direction temporaire d'une unité administrative;

3° l'exercice d'une tâche de nature temporaire ou de finalité spécifique.

L'accord du fonctionnaire concerné doit être demandé au préalable.

§ 3. Lorsqu'elle décide d'attribuer un emploi par mandat, l'autorité qui a le pouvoir de nomination :

1° constate que l'emploi est vacant et qu'il y a lieu de l'attribuer par mandat;

2° détermine la durée du mandat;

3° détermine, le cas échéant, les dispositions de l'article 32 auxquelles elle déroge.

§ 4. Le mandat est attribué pour une période de deux ans minimum et six ans maximum.

§ 5. Le fonctionnaire désigné remplit effectivement le mandat.

Dans le cas où le fonctionnaire désigné ne peut exercer le mandat pour cause de maladie de longue durée ou de congés de maternité, l'autorité investie du pouvoir de nomination peut, en application de l'article 30, alinéa 2 et en dérogation de l'article 31, § 2, alinéa 1er, confier temporairement le mandat à un autre fonctionnaire pour une durée de six mois au maximum et ce, dans les conditions prévues par le présent arrêté.

Art. 30. L'autorité qui a le pouvoir de nomination ne peut confier le mandat qu'aux fonctionnaires ayant l'appréciation la plus positive.

Avant de confier le mandat, l'autorité qui a le pouvoir de nomination demande l'avis du Conseil de direction sur le candidat qu'elle estime le plus apte à être chargé du mandat.

Le Conseil de direction s'exprime sur base du dossier d'évaluation.

Art. 31. § 1er. L'autorité qui a le pouvoir de nomination affecte les détenteurs du mandat au grade et au rang correspondant à l'emploi vacant.

L'ancienneté de grade du détenteur du mandat est égale à son ancienneté dans le grade qu'il portait avant son affectation.

Le fonctionnaire bénéficie des avantages pécuniaires qui sont propres aux grades dont il a été revêtu par mandat. Il conserve ses titres à la promotion pendant l'exercice du mandat. La durée du mandat est également comprise dans l'ancienneté administrative et pécuniaire.

§ 2. Le mandat prend fin à l'expiration de la durée fixée sous réserve d'une prolongation éventuelle qui serait accordée. Il prend fin également si le fonctionnaire est promu à l'emploi qu'il occupe par mandat.

Le fonctionnaire qui est promu à un autre emploi que celui qu'il occupe par mandat, peut solliciter auprès de l'autorité qui a le pouvoir de nomination, d'être déchargé du mandat.

CHAPITRE IV. — De la promotion à des grades de rang 13

Art. 32. Peuvent être promus à un grade de rang 13, les agents de rang 11 qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade et neuf ans d'ancienneté de niveau.

Art. 33. En l'absence d'au moins un candidat qui satisfait aux conditions d'ancienneté requise pour être nommé à un grade de rang 13, l'autorité investie du pouvoir de nomination est habilitée à déroger à ces conditions en réduisant l'exigence de l'ancienneté d'un tiers d'abord et de deux tiers ensuite, s'il n'y a toujours pas de candidats qui satisfont aux conditions.

La décision est mentionnée dans l'avis relatif à l'emploi vacant et dans le préambule de l'arrêté de nomination.

CHAPITRE V. — De la promotion à un grade de niveau 2, 3 et 4

Art. 34. § 1er. Peuvent être promus :

- 1° à un grade de rang 25, les agents de rang 24 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins;
- 2° à un grade de rang 24, les agents des rangs 23 ou 22 qui comptent une ancienneté de niveau 2 de neuf ans au moins;
- 3° à un grade de rang 23, les agents de rang 22 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins;
- 4° à un grade de rang 22, les agents des rangs 21 ou 20 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins;
- 5° à un grade de rang 21, les agents de rang 20 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins;
- 6° à un grade de rang 35, les agents de rang 34 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins;
- 7° à un grade de rang 44, les agents des rangs 43 ou 42 qui comptent une ancienneté de niveau 4 de neuf ans au moins;
- 8° à un grade de rang 43, les agents de rang 42 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins.

§ 2. En l'absence d'au moins un candidat qui satisfait aux conditions d'ancienneté requise pour être nommé, l'autorité investie du pouvoir de nomination avec l'approbation du Membre du Collège chargé de la Fonction publique est habilitée à déroger à ces conditions en réduisant l'exigence d'ancienneté d'un tiers d'abord et de deux tiers ensuite, s'il n'y a toujours pas de candidats qui satisfont aux conditions.

La décision du Membre du Collège est mentionnée dans l'avis relatif à l'emploi vacant et dans le préambule de l'arrêté de nomination.

CHAPITRE VI. — De la promotion par accession au niveau supérieur

Art. 35. § 1er. Les concours d'accession au niveau supérieur sont organisés pour la promotion aux grades classés aux rangs 10, 20, 21, 28 ou 30.

Le Collège peut décider, en outre, d'octroyer certains grades d'autres rangs par concours d'accession au niveau supérieur. L'arrêté fixe les conditions de participation au concours sans que les conditions d'ancienneté de niveau énumérées au § 2 puissent être réduites.

§ 2. Le concours d'accession au niveau supérieur est ouvert :

- 1° pour la promotion à un grade de rang 10, à tous les fonctionnaires de niveau 2+ et 2 qui comptent une ancienneté de niveau de quatre ans au moins et sont déjà titulaires d'un grade respectivement au rang 27 et au rang 22 au moins;
- 2° pour la promotion au grade de secrétaire de direction, rang 26, à tous les assistants de direction en chef qui comptent une ancienneté de grade de 2 ans au moins;
- 3° pour la promotion au grade d'assistant de direction, rang 21, à tous les commis-dactylographes chefs et commis-sténo-dactylographes chefs qui comptent une ancienneté de grade de 4 ans au moins;
- 4° pour la promotion à un grade de rang 20, à tous les fonctionnaires qui comptent une ancienneté de quatre ans au moins et qui sont titulaires du grade du rang 32 au moins.

Lorsque la nature de l'emploi le justifie, le Collège peut ajouter des conditions à celles énumérées dans ce paragraphe;

5° pour la promotion à un grade de rang 30, à tous les fonctionnaires qui comptent une ancienneté de quatre ans au moins et qui sont titulaires d'un grade de rang 43 au moins.

§ 3. Les conditions de participation fixées en vertu des paragraphes 1er et 2 doivent être remplies à la date fixée par le Secrétaire permanent au recrutement. L'agent qui ne remplira plus l'une ou l'autre des conditions pendant une épreuve quelconque de l'examen, perdra le bénéfice de la réussite du concours.

CHAPITRE VII. — *De la promotion par avancement de grade moyennant examen*

Art. 36. Le Collège peut prescrire un examen d'avancement de grade pour l'octroi d'autres grades.

Art. 37. La promotion par avancement de grade où un examen est obligatoire, est accordée dans l'ordre suivant:

- 1° au lauréat de l'examen requis dont le procès-verbal a été établi en premier lieu;
- 2° parmi les lauréats d'un même examen, au lauréat qui a reçu l'appréciation la plus positive;
- 3° parmi les lauréats qui appartiennent tous au groupe ayant l'appréciation la plus positive, au lauréat le mieux classé selon les dispositions en vigueur.

Art. 38. Le Collège fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 39. Le Membre du Collège chargé de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 20 octobre 1994.

Le Président du Collège chargé de la Promotion sociale,
de l'Aide aux personnes et de la Reconversion et du Recyclage professionnels,

Ch. PICQUE

Le Membre du Collège chargé du Budget et de la Fonction publique,
R. HOYAT

VERTALING

N. 94 — 2927

[C — 31508]

**20 OKTOBER 1994. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
betreffende de loopbaan van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut
van de Franse Gemeenschapscommissie**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op de instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

Gelet op het protocol nr. 94/7 van het Bijzonder Onderhandelingscomité van 23 maart 1994;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding;

Op de voordracht van het Lid van het College belast met openbaar ambt,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een materie bedoeld in de artikelen 115, § 1, eerste lid, 121, § 1, eerste lid, 116, § 1, 127, 128, 129, § 1, 131, 132, 135, 137 en 175 van de Grondwet krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° instelling(en) : de instelling(en) van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie bedoeld in artikel 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° het personeelsreglement : het reglement bedoeld in het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van het personeelsreglement van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding en het reglement bedoeld in het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van het personeelsreglement van het Brussels Franstalig Fonds voor sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

HOOFDSTUK I. — Algemene regels inzake de loopbaan en de bevorderingen

Art. 3. De loopbaan van de ambtenaren van de instellingen verloopt in graden en hiërarchische niveaus en rangen.

De niveaus van de graden die de ambtenaren kunnen bekleden zijn genummerd van 1 tot 4, waarbij het cijfer 1 toegekend wordt aan het hoogste niveau,

Binnen ieder niveau zijn de rangen genummerd volgens hun hiërarchisch belang, waarbij het hoogste getal overeenstemt met de hoogste rang.

Iedere rang wordt aangeduid met een getal van twee cijfers, waarbij het cijfer links het niveau aanduidt en het cijfer rechts de rang binnen het niveau.

Het niveau 1 bevat 7 rangen, genummerd van 10 tot 16.

Het niveau 2 + bevat 4 rangen, genummerd van 26 tot 29.

Het niveau 2 bevat 6 rangen, genummerd van 20 tot 25.

Het niveau 3 bevat 4 rangen, genummerd van 30 tot 35.

Het niveau 4 bevat 3 rangen, genummerd van 42 tot 44.

Art. 4. De bevorderingen kunnen worden toegekend door verhoging in graad of door overgang naar het hogere niveau.

Art. 5. Het personeelsreglement bepaalt de graden die toegang verlenen tot elk van de bij bevordering door verhoging in graad te verlenen betrekkingen.

Het kan bijkomende voorwaarden stellen inzake de beroepskwalificatie die vereist is om de betrekking die met de te begeven graad overeenstemt, te bekleden.

Art. 6. Het personeelsreglement bepaalt eveneens de graden die bij wege van benoeming door verandering van graad kunnen worden toegekend, alsook de graden die er toegang tot verlenen.
Voor verandering van graad komen alleen in aanmerking de ambtenaren die ten minste zes maanden graadanciënniteit hebben.

Het personeelsreglement kan een hogere graadanciënniteit voorschrijven en bijkomende voorwaarden stellen inzake de beroepskwalificatie die vereist is om de betrekking die met de te begeven graad overeenstemt, te bekleden.

Het kan daarenboven een onderzoek naar de beroepsgeschiktheid voorschrijven en legt in dat geval de regels hiervoor vast.

Art. 7. Behalve in de gevallen bedoeld in de artikelen 12 en 13 wordt iedere open betrekking door de benoemde overheid vacant verklaard alvorens zij kan worden begeven bij wege van bevordering door verhoging in graad of benoeming door verandering van graad.

Het personeelsreglement stelt de wijze vast waarop de vacature aan de belanghebbenden wordt bekendgemaakt, de termijn tussen de oproep tot de kandidaten en het indienen van de sollicitaties, evenals de vorm waarin de kandidatuur moet worden ingediend.

Art. 8. Voor iedere benoeming door verandering van graad en iedere bevordering door verhoging in graad in niveau 1, brengt de directieraad van de instelling waarbij de betrekking vacant is verklaard, een met redenen omkleed advies uit.

De directieraad spreekt zich in zijn advies uit over iedere sollicitant die voldoet aan de vereisten om de te begeven betrekking te bekleden.

Hij neemt hierbij in overweging :

- 1° de beschrijving van de functie en de algemene en bijzondere voorwaarden die worden gesteld;
- 2° de aanspraken die de sollicitant kan laten gelden voor een benoeming of bevordering in de vacante betrekking;
- 3° het evaluatiedossier van de kandidaten. In geval verscheidene sollicitanten dezelfde of gelijkwaardige aanspraken voor een benoeming of bevordering in de vacante betrekking kunnen laten gelden, wordt de voorkeur gegeven aan de ambtenaar met de meest positieve waardering.

De directieraad formuleert een voorstel van benoeming dat ten hoogste zes namen van kandidaten per vacante betrekking bevat.

De kandidaten worden gerangschikt in de volgorde waarin zij voor de benoeming in aanmerking komen.

Indien het voorstel eenparig wordt uitgebracht, dan is dit voorstel gebiedend ten opzichte van de benoemende overheid.

Van het voorstel wordt kennis gegeven aan de ambtenaren die zich kandidaat hebben gesteld voor de te begeven betrekking.

De ambtenaar die zich benadeeld acht, kan binnen tien dagen na de kennisgeving bezwaar indienen bij de leidende ambtenaren die gelast zijn de voorstellen in te dienen bij de benoemende overheid. De ambtenaar wordt op verzoek door de directieraad gehoord.

Hij kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

Art. 9. Voor iedere benoeming door verandering van graad en iedere bevordering door verhoging in graad in de niveaus 2+, 2, 3 en 4, worden de voorstellen gedaan door de leidende ambtenaren van de instelling.

Voor de bevorderingen binnen een zelfde niveau wordt de voorkeur gegeven aan de kandidaat met de meest positieve waardering.

Bij gelijke waardering wordt de voorkeur gegeven aan de kandidaat met :

- 1° de grootste graadanciënniteit;
- 2° bij gelijke graadanciënniteit, de grootste dienstanciënniteit;
- 3° bij gelijke dienstanciënniteit, de hoogste leeftijd.

Van de voorstellen wordt kennis gegeven aan de ambtenaren die zich kandidaat hebben gesteld voor de te begeven betrekking.

De ambtenaar die zich benadeeld acht, kan binnen tien dagen na de kennisgeving bezwaar indienen bij de leidende ambtenaren of hun afgevaardigde. De ambtenaar wordt op verzoek door de directieraad gehoord.

Hij kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

Art. 10. De bevorderingen door verhoging in graad en benoemingen door verandering van graad worden verleend :

1° in de instellingen behorende tot categorie A van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut :

a) door het College voor de graden van niveau 1

b) door het functioneel bevoegde Lid van het College of de door hem daartoe aangewezen leidende ambtenaar voor de graden van niveau 2+, 2, 3 en 4.

2° in de instellingen behorende tot categorie B van de in 1° bedoelde wet, door de overheid die krachtens het statuut van de instelling bevoegd is tot benoemen.

Art. 11. De bevordering door verhoging in graad of door overgang naar het hogere niveau alsmede de verandering van graad worden verleend zonder dat daarvoor andere afsluitingen tussen de verschillende diensten van een zelfde instelling kunnen bestaan dan die welke door het College zijn vastgesteld.

HOOFDSTUK II. — *De vlakke loopbaan*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 12. De vlakke loopbanen gemeen aan alle instellingen zijn die welke bepaald zijn in afdeling 2 van dit hoofdstuk.

Het College kan andere vlakke loopbanen oprichten in een of meerdere instellingen. Het personeelsreglement bepaalt welke vlakke loopbanen worden ingevoerd in de instellingen.

Art. 13. Onverminderd de bepalingen die toepasselijk zijn op het vlak van de beoordeling bekomt de ambtenaar die een vlakke loopbaan heeft de bevordering tot elk van de graden van die loopbaan zodra hij vier jaar en dan acht jaar graadanciënniteit telt.

Hij kan niet worden benoemd in een andere graad dan die welke behoren tot de vlakke loopbaan, tenzij hij :

- 1° bekleed is met de hoogste van de tot de vlakke loopbaan behorende graden;
- 2° geslaagd is voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau.

*Afdeling 2. — De bijzondere loopbanen**Onderafdeling 1. — De loopbaan van het personeel van niveau 1*

Art. 14. De graad van adjunct-adviseur van rang 11 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt voorbehouden aan bestuurssecretarissen van rang 10 met vier jaar graadanciënniteit.

Onderafdeling 2. — De loopbaan van het vertaalpersoneel

Art. 15. De graad van vertaler in rang 26 wordt toegekend aan laureaten van een vergelijkend wervings-examen.

Art. 16. De graad van eerste vertaler in rang 27 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt voorbehouden aan vertalers van rang 26.

Art. 17. De graad van hoofdvertaler in rang 28 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt voorbehouden aan de eerste vertalers van rang 27.

Onderafdeling 3. — De loopbaan van het personeel van het directiesecretariaat

Art. 18. De graad van directiesecretaris in rang 26 wordt toegekend aan laureaten van een vergelijkend wervingsexamen of aan de hoofddirectie-assistenten mits het slagen van een overgangsexamen tot het niveau 2+.

Art. 19. De graad van eerstaanwendend directiesecretaris in rang 27 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt voorbehouden aan directiesecretarissen van rang 26.

Art. 20. De graad van hoofddirectiesecretaris in rang 28 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt voorbehouden aan eerstaanwendende directiesecretarissen van rang 27.

Onderafdeling 4. — De loopbaan van de directie-assistenten

Art. 21. De graad van directie-assistent in rang 21 wordt toegekend aan laureaten van een overgangsexamen tot het hoger niveau.

Art. 22. De graad van eerstaanwendend directie-assistent in rang 22 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt voorbehouden aan directie-assistenten van rang 21.

Art. 23. De graad van hoofddirectie-assistent in rang 23 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt voorbehouden aan eerstaanwendende directie-assistenten van rang 22.

Onderafdeling 5. — De loopbaan van het dactylografisch en het stenodactylografisch personeel

Art. 24. De ambtenaren die de graden van klerk-typist en van klerk-stenotypist van rang 30 bekleden, kunnen respectievelijk bevorderd worden tot de graden van eerstaanwendend klerk-typist en van eerstaanwendend klerk-stenotypist van rang 32 volgens het beginsel van de vlakke loopbaan.

De ambtenaren die de graden van eerstaanwendend klerk-typist en van eerstaanwendend klerk-stenotypist bekleden, kunnen respectievelijk bevorderd worden tot de graden van hoofdklerk-typist en van hoofdklerk-stenotypist volgens het beginsel van de vlakke loopbaan.

Onverminderd de eventuele toepassing van artikel 26 van dit besluit kunnen de ambtenaren die één van de in het voorafgaande lid opgesomde graden bekleden, niet door verhoging in graad of door verandering van graad benoemd worden in een andere graad dan diegene waarin voorzien is.

Art. 25. Onverminderd de andere vereiste reglementaire voorwaarden kunnen de klerk-typisten de eerstaanwendend klerk-typisten en de hoofdklerk-typisten door verandering van graad respectievelijk benoemd worden in de graad van de overeenstemmende rang van de loopbaan van de klerk-stenotypisten.

Deze benoeming is onderworpen aan een onderzoek van de beroepsbekwaamheden wat betreft de kennis van zowel de stenografie als de moedertaal.

Art. 26. Dit artikel is van toepassing op de klerk-typisten, eerstaanwendende klerk-typisten, hoofdklerk-typisten, klerk-stenotypisten, eerstaanwendende klerk-stenotypisten en hoofdklerk-stenotypisten die minstens 45 jaar oud zijn of tenminste vijftien jaar effectieve dienst in deze graad tellen.

Op hun aanvraag of op het initiatief van de benoemende overheid kunnen deze ambtenaren bij voorrang benoemd worden volgens de procedure van de verandering van graad binnen de grenzen van de vacante betrekkingen tot een graad van hun rang. De toekenning van deze graden is niet onderworpen aan enige bijkomende en bijzondere voorwaarde van beroepsbekwaamheid, gerechtvaardigd door de aard van de uit te oefenen functies.

De in dit artikel bedoelde benoeming moet voorafgegaan worden door het advies van de administratieve gezondheidsdienst die vaststelt dat de betrokken ambtenaar niet meer bekwaam is de normale uitoefening van zijn functies te verzekeren, zonder daarom definitief onbekwaam te zijn.

Onderafdeling 6. — De loopbaan van het personeel van andere diensten

Art. 27. De ambtenaren, titularis van de graad van klerk in rang 30, bekomen de graad van eerstaanwendend klerk van rang 32 volgens het beginsel van de vlakke loopbaan.

De eerstaanwendend klerk van rang 32 kan hoofdklerk van rang 34 worden benoemd volgens het beginsel van de vlakke loopbaan.

Art. 28. De graad van telefonist in rang 43 wordt toegekend aan de laureaten van een vergelijkend wervings-examen. Hij kan eveneens toegekend worden bij verandering van graad.

HOOFDSTUK III. — Het mandaat

Art. 29. § 1. De benoemende overheid kan de betrekkingen overeenstemmend met de graden van rang 16, 15 en 13 bij mandaat toekennen.

Het mandaat voor een betrekking in rang 16 en 15 is toegankelijk voor de ambtenaren van rang 13.

Het mandaat voor een betrekking in rang 13 is toegankelijk voor de ambtenaren van rang 11.

Bij wijze van overgangsmaatregel en gedurende een periode van twee jaar vanaf de datum van inwerking-treding van dit besluit, is het mandaat voor een betrekking in rang 13 toegankelijk voor ambtenaren van rang 10.

§ 2. Het mandaat kan enkel worden toegekend met het oog op :

1^o de reorganisatie van een administratieve eenheid of de inrichting van een administratieve eenheid belast met nieuwe bevoegdheden of met nieuwe materies;

2^o de tijdelijke directie van een administratieve eenheid;

3° de uitoefening van een tijdelijke opdracht of van een specifieke taak.

De toestemming van de betrokken ambtenaar dient voorafgaand te worden aangevraagd.

§ 3. Wanneer de benoemende overheid besluit een betrekking-bij mandaat toe te kennen, gaat ze tewerk als volgt :

1° ze stelt vast dat de betrekking vacant is en dat ze bij mandaat dient te worden toegekend;

2° ze bepaalt de duur van het mandaat;

3° ze stelt in voorkomend geval de bepalingen van artikel 32 waarvan ze afwijkt, vast.

§ 4. Het mandaat wordt toegekend voor een periode van twee jaar minimum en zes jaar maximum.

§ 5. De aangeduide ambtenaar oefent daadwerkelijk het mandaat uit.

Indien de aangeduide ambtenaar het mandaat omwille van een langdurige ziekte of moederschapsverlof niet kan uitoefenen, kan de benoemende overheid in toepassing van artikel 30, tweede lid en in afwijking van artikel 31, § 2, eerste lid het mandaat tijdelijk aan een andere ambtenaar toekennen voor een duur van maximum zes maanden onder de in dit besluit voorziene voorwaarden.

Art. 30. De benoemende overheid kan het mandaat alleen toekennen aan ambtenaren die de meest positieve waardering genieten.

Voordat de benoemende overheid het mandaat toekent, verzoekt ze de directieraad een advies uit te brengen over de kandidaat die ze het meest geschikt acht om het mandaat uit te oefenen.

De directieraad spreekt zich uit op basis van het beoordelingsdossier.

Art. 31. § 1. De titularis van het mandaat wordt ingedeeld door de benoemende overheid in de graad en in de rang die met de vacante betrekking overeenstemmen.

De graadanciënniteit van de titularis van het mandaat is gelijk aan zijn anciënniteit in de graad die hij had vóór zijn aanduiding.

De ambtenaar geniet van de geldelijke rechten verbonden aan de graad die hem bij mandaat werd toegekend. Hij behoudt zijn aanspraken op bevordering tijdens de uitoefening van het mandaat. De duur van het mandaat wordt eveneens meegeteld in zijn administratieve en geldelijke anciënniteit.

§ 2. Het mandaat eindigt na de vastgelegde periode onder voorbehoud van een eventuele verlenging die toegekend zou worden. Het mandaat eindigt ook indien de ambtenaar bevorderd wordt tot de betrekking die hij bij mandaat bekleedt.

De ambtenaar die bevorderd wordt tot een andere betrekking dan diegene die hij bij mandaat bekleedt, kan bij de benoemende overheid vragen om van het mandaat te worden ontlast.

HOOFDSTUK IV. — De bevordering tot graden van rang 13

Art. 32. Ambtenaren van rang 11 met ten minste een graadanciënniteit van een jaar en negen jaar niveau-anciënniteit kunnen tot een graad van rang 13 bevorderd worden.

Art. 33. Indien er niet ten minste één kandidaat is die de voorwaarden inzake anciënniteit vervult om te worden benoemd tot een graad van rang 13 wordt de benoemende overheid gemachtigd van die voorwaarden af te wijken door de vereiste anciënniteit met één derde, en vervolgens met twee derde te verminderen indien er nog geen kandidaten zijn die de voorwaarden vervullen.

De beslissing wordt vermeld in de bekendmaking van de vacante betrekking en in de aanhef van het benoemingsbesluit.

HOOFDSTUK V. — De bevordering tot een graad van niveau 2, 3 en 4

Art. 34. § 1. Kunnen worden bevorderd :

1° tot een graad van rang 25, de ambtenaren van rang 24 die tenminste drie jaar graadanciënniteit tellen;

2° tot een graad van rang 24, de ambtenaren van rang 23 of 22 die tenminste negen jaar anciënniteit in niveau 2 tellen;

3° tot een graad van rang 23, de ambtenaren van rang 22 die tenminste drie jaar graadanciënniteit tellen;

4° tot een graad van rang 22, de ambtenaren van rang 21 of 20 die tenminste drie jaar graadanciënniteit tellen;

5° tot een graad van rang 21, de ambtenaren van rang 20 die tenminste drie jaar graadanciënniteit tellen;

6° tot een graad van rang 35, de ambtenaren van rang 34 die tenminste drie jaar graadanciënniteit tellen;

7° tot een graad van rang 44, de ambtenaren van rang 43 of 42 die tenminste negen jaar anciënniteit in niveau 4 tellen;

8° tot een graad van rang 43, de ambtenaren van rang 42 die tenminste drie jaar graadanciënniteit tellen.

§ 2. Indien er niet ten minste één kandidaat is die de voorwaarden inzake anciënniteit vervult om te worden benoemd, wordt de benoemende overheid met de goedkeuring van het Lid van het College belast met het openbaar ambt, gemachtigd van die voorwaarden af te wijken door de vereiste anciënniteit met één derde, en vervolgens met twee derde te verminderen indien er nog geen kandidaten zijn die de voorwaarden vervullen.

De beslissing van het Lid van het College wordt vermeld in de bekendmaking van de vacante betrekking en in de aanhef van het benoemingsbesluit.

HOOFDSTUK VI. — De bevordering door overgang naar het hogere niveau

Art. 35. § 1. De vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau worden georganiseerd voor de bevordering naar graden die in rang 10, 20, 21, 26 of 30 zijn gerangschikt.

Het College kan bovendien beslissen bepaalde graden van andere rangen ook bij wege van een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau te verlenen. Het besluit stelt de voorwaarden van deelneming aan het vergelijkend examen vast, zonder evenwel de in § 2 gestelde voorwaarden inzake niveau-anciënniteit te mogen inkorten.

§ 2. Het vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau staat open :

1° voor bevordering tot een graad van rang 10, voor alle ambtenaren van niveau 2+ en 2 die ten minste vier jaar anciënniteit in dat niveau hebben en reeds titularis zijn respectievelijk van een graad van rang 27 en rang 22;

2° voor bevordering tot de graad van directiesecretaris, rang 26, voor alle hoofddirectiesecretarissen die ten minste twee jaar anciënniteit in de graad tellen;

3° voor bevordering tot de graad van directiesecretaris, rang 21, voor alle hoofdclerk-stenotypisten die ten minste vier jaar anciënniteit in de graad tellen;

4^o voor bevordering tot een graad van rang 20, voor alle ambtenaren die ten minste vier jaar anciënniteit in de graad tellen en reeds titularis zijn van een graad van rang 32.

Indien de aard van de betrekking het wettigt kan het College bijkomende voorwaarden toevoegen aan degene die in deze paragraaf zijn gesteld.

5^o voor bevordering tot een graad van rang 30, voor alle ambtenaren die ten minste vier jaar anciënniteit tellen en reeds titularis zijn van een graad van rang 43.

§ 3. De deelnemingsvoorwaarden, bepaald krachtens § 1 en § 2 van dit artikel, moeten vervuld zijn op de door de Vaste Wervings-secretaris bepaalde datum. De ambtenaar die tijdens gelijk welk deel van het examen één van die voorwaarden niet langer vervult, verliest het voordeel van zijn slagen voor het vergelijkend examen.

HOOFDSTUK VII. — Bevordering door verhoging in graad waarvoor een examen is voorgeschreven

Art. 36. Het College kan voor het verlenen van andere graden een examen voor verhoging in graad voorschrijven.

Art. 37. De bevordering door verhoging in graad waarvoor een examen is voorgeschreven, wordt verleend in deze volgorde :

- 1^o aan de geslaagde van het vereiste examen waarvan het proces-verbaal het eerst werd afgesloten;
- 2^o onder geslaagden van een zelfde examen, aan de geslaagde met de meest positieve waardering;
- 3^o onder geslaagden die allen behoren tot de groep met de meest positieve waarderingen, de best gerangschikte volgens de geldende bepalingen terzake.

Art. 38. Het College stelt de datum van inwerkingtreding van dit besluit vast.

Art. 39. Het Lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit artikel.
Brussel, 20 oktober 1994.

De Voorzitter van het College belast met Sociale Promotie,
Bijstand aan Personen en Beroepsomscholing en -bijscholing,

Ch. PICQUE

Het Lid van het College, belast met Begroting en het Openbaar Ambt,

R. HOTYAT

F. 94 — 2928

(C — 31509)

**20 OCTOBRE 1994. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française
relatif à l'exercice d'une fonction supérieure
dans les organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française**

Le Collège de la Commission communautaire française,

- Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;
Vu la loi du 18 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11;
Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;
Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;
Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;
Vu le protocole n° 94/17 du Comité particulier de négociation du 23 mars 1994;
Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 115, § 1er, alinéa 1er, 121, § 1er, alinéa 1er, 116, § 1er, 127, 128, 129, § 1er, 131, 132, 135, 137 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Il faut entendre par fonction supérieure, toute fonction correspondant à un emploi prévu au cadre d'un grade équivalent au moins à celui dont le fonctionnaire est revêtu même à titre de principalat et auquel est attachée une échelle de traitement plus avantageuse.

Art. 3. Le fait qu'un emploi soit définitivement vacant ou momentanément non occupé par son titulaire ne suffit pas à justifier que cet emploi soit conféré à titre provisoire.

Art. 4. Seul un fonctionnaire qui remplit les conditions statutaires requises pour être nommé au grade correspondant à la fonction supérieure peut être désigné pour l'exercice de cette fonction.

Art. 5. A défaut de fonctionnaire remplissant les conditions statutaires requises pour être nommé au grade correspondant à la fonction supérieure, un autre fonctionnaire peut être désigné pour l'exercice de cette fonction par acte de désignation motivé.

Dans ce cas, la désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi correspondant à un grade classé dans les rangs 30, 20 ou 10, est réservé au fonctionnaire titulaire d'un grade de niveau immédiatement inférieur qui est classé respectivement dans un rang supérieur au rang 40, 30 ou 20. La désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi correspondant à un grade d'un autre rang que 30, 20 ou 10, est réservé au fonctionnaire titulaire d'un grade du même niveau que celui de l'emploi correspondant à la fonction supérieure ou d'un grade du niveau immédiatement inférieur qui y donne accès.

Art. 6. Le fonctionnaire déplacé, suspendu ou rétrogradé ne peut être désigné pour l'exercice d'une fonction supérieure avant que sa sanction n'ait été radiée.

Art. 7. Sauf dans les cas prévus à l'article 9, alinéa 3, une désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure en vue de pourvoir un emploi définitivement vacant, ne peut être faite qu'à la condition que la procédure d'attribution définitive de l'emploi soit engagée.